

**N° DP 24/914**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVIS SUR DEMANDE DE LA SOCIETE METRO POUR UNE DEROGATION PREFECTORALE TEMPORAIRE INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL 2024**

**Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L.3132-26 du Code du Travail,

**VU** l'article L.3132-20 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de la Métropole doit être sollicité lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public (dérogation préfectorale temporaire individuelle),

**VU** la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, promulguée le 6 août 2015,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le courrier du 16 octobre 2024 de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, et des Solidarités du Var (DDETS 83), ci-annexé, sollicitant l'avis de la Métropole pour une dérogation temporaire au repos dominical concernant la demande exprimée par la société METRO France, pour son magasin situé à Six-Fours-les-Plages, afin de faire travailler une vingtaine de ses collaborateurs les dimanches 22 et 29 décembre 2024,

**CONSIDERANT** l'article R.3132-16 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement demandeur doit être donné dans le délai d'un mois,

**CONSIDERANT** que la Métropole n'émet pas de réserve à cette demande de dérogation au repos dominical,

# DECIDE

## ARTICLE UNIQUE

**DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE**, sauf avis contraire du Conseil Municipal, à la demande de dérogation préfectorale temporaire individuelle mise en annexe.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 OCT. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

5 2 OCT 5084



# PRÉFET DU VAR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités

TOULON, le 16 octobre 2024

Affaire suivie par : Agnès MASSA  
Tél. : 06 51 82 28 84  
Mèl : agnes.massa@var.gouv.fr  
Mèl. : ddets-accord-entreprise@var.gouv.fr

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Président de Toulon Provence  
Méditerranée  
107 bd Henri Fabre  
CS – 30536  
83041 Toulon cedex 09

**Objet :** Avis sur demande de dérogation à la règle du repos dominical  
**P.J :** Copie de la demande


En application de l'article L.3132-21 du code du travail, je sollicite l'avis de l'organe délibérant de votre EPCI concernant la demande reçue le 15 octobre 2024 formée par l'entreprise METRO FRANCE sise au 5 rue des Grands Près – 92000 - NANTERRE, pour leur établissement METRO SIX FOURS situé 171 avenue de l'Europe – 83140 – SIX FOURS visant à bénéficier d'une dérogation au repos dominical de ses salariés sur le fondement de l'article L.3132-20 du code du travail (dérogation préfectorale temporaire individuelle).

Conformément à l'article R.3132-16 du code du travail, l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement demandeur doit être donné dans le délai d'un mois. J'attire votre attention sur le fait que cette échéance ne prolonge pas le délai de deux mois à compter de la réception de la demande dont je dispose pour rendre une décision.

En conséquence et afin d'éviter que ce dossier ne fasse l'objet d'une décision implicite de rejet, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser cet avis et vos éventuelles observations afin qu'ils me parviennent **avant le 16 novembre 2024**

Dans l'hypothèse où l'organe délibérant de votre EPCI ne serait pas en capacité de donner son avis dans le délai réglementaire, je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer la date de la prochaine session suivant la réception du présent courrier et de me transmettre son avis dès que celui-ci sera rendu.

Vous trouverez ci-joint copie de la demande formée par l'entreprise METRO FRANCE.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental et par  
subdélégation,  
Le Directeur du Travail,  
Chef du Service Appui et Relations du travail  
  
Emmanuel JOLY



15 OCT. 2024

Direction Départementale  
de l'Emploi du Travail et  
des Solidarités du Var

PREFECTURE DU VAR  
15 OCT. 2024  
BUREAU DU COURRIER

HOTEL DE LA PREFECTURE DU VAR  
A l'attention de Monsieur le Préfet  
Boulevard du 112<sup>e</sup> Régiment d'infanterie  
CS 31209  
83070 TOULON CEDEX

Six-Fours, le 14 octobre 2024

**Par courrier recommandé avec avis de réception**

**N°1A 195 773 6765 2**

Monsieur le Préfet,

Par la présente et conformément aux articles L. 3132-20 et suivants du Code du travail, nous sollicitons l'autorisation de déroger au repos dominical pour quelques collaborateurs de notre établissement de Six-Fours-Les Plages, les dimanches 22 et 29 décembre 2024 du fait du préjudice que subirait le public en cas de repos simultané de tous nos collaborateurs ce jour-là.

En effet, la Société METRO France a pour principale activité le commerce de gros et de détails, de produits alimentaires et non-alimentaires. Notre Société s'adresse donc exclusivement à des clients professionnels tels que des restaurateurs, des traiteurs, des cafés, des boulangers et des pâtisseries. Par ailleurs, la Société METRO France est fortement engagée depuis sa création dans la défense du commerce indépendant.

A cet effet, notre établissement de Six-Fours-Les Plages se doit de tout mettre en œuvre pour répondre au mieux aux besoins de ses clients, d'autant plus durant les périodes de forte activité de ceux-ci.

Or, selon le calendrier de l'année 2024, les 22 et le 29 décembre sont des dimanches et il est évident que de nombreux consommateurs vont se rendre en centre-ville afin d'effectuer leurs achats de Noël. Il est alors essentiel que les restaurateurs et commerçants de détail puissent :

- Ouvrir leurs points de vente ou de transformation,
- Se réapprovisionner en permanence, pour ne pas obérer leur trésorerie, en période de forte affluence, alors même que leurs grands concurrents (grands distributeurs, restauration affiliée ou franchisée, vente au détail intégrée ou franchisée) sont exonérés de cette charge.

C'est pour cette raison que durant les périodes de fêtes de fin d'année un réassort quotidien principalement en produits frais et extra-frais doit être possible pour nos clients.

Il est donc essentiel pour nos clients indépendants que nous puissions les accueillir dans notre point de vente de **Six-Fours-Les Plages les 22 et 29 décembre 2024 de 7h à 18h, même si ces jours sont des dimanches.**



Nous vous confirmons par ailleurs que seuls seraient amenés à travailler suivant les dates et horaires précités les salariés volontaires qui nous ont donné un accord écrit, soit 23 collaborateurs pour le dimanche 22 décembre 2024 et 22 collaborateurs pour le dimanche 29 décembre 2024.

Nous vous communiquons, à toutes fins utiles et conformément à l'article L. 3132-25-3 du Code du travail, les conditions de rémunération de nos collaborateurs :

- Majoration de 100% calculée sur la base du taux horaire brut de base pour les collaborateurs de statut Employés et Agents de maîtrise de toute(s) heure(s) travaillée(s) (*heures de travail effectif et temps de pause*).
- Majoration d'un montant correspondant à 1/22ème de leur rémunération mensuelle pour les collaborateurs de statut Cadres.

Par ailleurs, les dispositions suivantes sont mises en place dans le cadre de notre Accord relatif au Travail du dimanche du 30 novembre 2016 pour une conciliation vie privée/vie professionnelle plus aisée en cas de travail le dimanche :

- Un jour de repos est accordé dans la quinzaine précédant ou suivant le dimanche travaillé, avec une préconisation que ce repos soit pris dès le lundi qui suit le dimanche travaillé (hors jour férié),
- Une participation aux frais de garde d'enfant,
- Une aide à la mise en place de système de covoiturage,
- Un remboursement des indemnités kilométriques vélo,
- Une limitation du nombre d'heures de travail effectif pour les salariés dont le travail est décompté en heures : minimum 5 heures et maximum 8 heures de travail.
- Un rappel de l'obligation de respecter les amplitudes maximales de travail pour les salariés au forfait.

Enfin, nous joignons au présent courrier :

- Le formulaire de demande de dérogation au repos dominical complété,
- Une photocopie du procès-verbal de la réunion d'information et de consultation du CSE d'établissement,
- L'accord d'entreprise du 30 novembre 2016 sur le Travail du dimanche ;
- L'accord écrit des salariés volontaires pour travailler le dimanche

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utiles pour instruire ce dossier et, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations respectueuses.

**Stéphane VESZ**  
**Directeur Metro France Six-Fours-Les Plages**



**DEMANDE DE DEROGATION AU REPOS DOMINICAL DES SALARIES**

**Dénomination de l'établissement** : Métro France Six-Fours-Les Plages 171 Ave de l'Europe 83140 SIX-FOURS-LES PLAGES

**Siret** : 399 315 613 00659

**APE** : 4639B

**Adresse de l'établissement concerné** : 171 Ave de l'Europe – ZI Les Playes 83140 SIX-FOURS-LES PLAGES

**Adresse du siège social** : METRO France 5 Rue des Grands Prés 92000 NANTERRE

**Activités précises de l'établissement** : Grossiste alimentaire et non alimentaire

**Convention collective applicable** : Convention Collective Nationale du Commerce de Gros à prédominance Alimentaire (IDCC 2216)

**Répartition actuelle de la durée du travail** : l'établissement est ouvert de 5h30 à 19h du lundi au vendredi sauf le samedi : fermeture à 18h

**Effectifs** : 99

**Le nombre de salariés employés en semaine appelés à travail le dimanche** : 23, le dimanche 22 décembre 2024 et 22, le dimanche 29 décembre 2024

**Engagement à n'employer le dimanche que des salariés occupés la semaine et volontaire** : oui

**Horaire du dimanche** : 7H-18H

**Repos compensant le dimanche travaillé** : Un jour de repos est accordé dans la quinzaine précédant ou suivant le dimanche travaillé

**Rémunération du travail du dimanche** : Majoration de 100% calculée sur la base du taux horaires brut de base pour les salariés de statut Employés et Agents de Maîtrise de toutes heures travaillées (heures de travail et temps de pause). Majoration d'un montant correspondant à 1/22<sup>e</sup> de leur rémunération mensuelle pour les salariés cadres.

**Avis de CSE** : 4 avis défavorables, 2 avis favorables